

Resúmenes y comentarios

1. **Texto en francés, oposición de 2019**

L'ubérisation de l'habitat frappe d'abord les pauvres

Le processus progressif d'« ubérisation » qui, à ses débuts en 2008, proposait une simple application permettant de commander des chauffeurs privés haut de gamme dans quelques grandes villes s'est généralisé à tous les secteurs.

Airbnb est à la location saisonnière ce qu'Uber est au transport privé en voiture. Cette plate-forme et ses semblables sont une illustration supplémentaire de ces rentabilités urbaines qui viennent bouleverser les rapports sociaux dans la ville et au-delà. Grâce à ces places de marché, des particuliers peuvent louer une chambre ou leur appartement à d'autres particuliers. La lucrativité de ce type de location a poussé de nombreux petits investisseurs à acheter des appartements, jusque-là occupés par des habitants à plein temps, pour les proposer à des touristes.

Nous distinguons bien ici les propriétaires occupant leur résidence principale, qui proposent occasionnellement leur bien à la location saisonnière, de ceux qui dédient exclusivement leur acquisition à la location de courte durée. Ce sont bien les activités de ces derniers qui, regardées de manière systémique, ont des conséquences néfastes sur le droit à la ville.

Dans les villes métropolitaines, les plus prisées par les loueurs, la construction de logements est soumise à de fortes contraintes, compte tenu de la raréfaction du foncier disponible. Par conséquent, chaque logement « confisqué » au parc des résidences principales au profit de la location saisonnière participe à accroître la tension sur un marché déjà saturé.

Entre 2016 et 2019, le nombre d'offres de logements entiers (par opposition aux chambres) proposées sur Airbnb a augmenté de 70 % à Paris et de 159 % à Bordeaux. Si les réglementations votées par les municipalités concernées ont eu pour effet de limiter cette augmentation à compter de 2018, les offres demeurent toujours plus nombreuses.

La loi de l'offre et de la demande a pour conséquence d'augmenter les prix du foncier et des loyers et de dresser des barrières financières infranchissables pour un nombre croissant de ménages. Les premières victimes de « l'airbnbisation » des villes sont donc les plus précaires ou les moins solvables, mais aussi les classes moyennes.

À Bordeaux par exemple, où le prix moyen constaté à l'achat est de 4 500 €/m², un ménage qui envisagerait d'acquérir, à l'approche d'un heureux événement, un logement de 75 m² doit percevoir plus de 5 000 € pour espérer obtenir un prêt immobilier, ce qui le placerait dans un tel cas parmi les 20 % des foyers les plus riches. Il faut d'ailleurs ajouter que la

plupart des villes concernées sont déficitaires en matière de logement social.

Si la gentrification et les discriminations au logement préexistaient à Airbnb, le phénomène de la location saisonnière a précipité le départ ou exclu l'arrivée de certaines populations.

Mais où trouvent-elles asile ? Les premières vagues de gentrification ont peuplé la périphérie des villes métropolitaines, dans lesquelles les classes moyennes peuvent encore aujourd'hui trouver refuge. Mais l'essor de la location saisonnière contribue à reléguer les plus pauvres à la périphérie de la périphérie. C'est ce que montre Anaïs Collet dans son ouvrage *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction* (La Découverte, 2015).

L'atterrissage en milieu rural peut s'avérer hautement problématique. En effet, le processus de relégation et de ghettoïsation des populations les plus fragiles non plus à la périphérie, mais dans cette troisième zone où l'État est de moins en moins présent, ajoute de la pauvreté à la pauvreté. C'est à la fois un défi majeur pour ces petites communes d'accueil sans moyens qui deviennent, malgré elles, des « trappes à pauvreté » et un facteur d'isolement de ces néoruraux pauvres.

Si, pendant longtemps, la recherche d'un pavillon et d'un jardin permettait de considérer que l'éloignement des centres urbains était choisi par les populations concernées, il faut admettre que cet éloignement est désormais de plus en plus subi. Il entraîne un mal-être nourrissant une colère plus large, dont on a pu constater l'expression ces derniers mois.

Pour reprendre les propos des sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot, l'apartheid ne vient pas des quartiers populaires, mais des quartiers les plus riches, concentrant sur des espaces choisis leurs richesses matérielles et sociales ; d'où l'expression d'« *apartheid inversé* ».

Dans ce contexte, on peut se demander si le logement doit toujours être considéré comme un bien comme un autre. Quand il n'autorise, dans certains territoires, le maintien que des seuls 20 % les plus riches, peut-on en user indifféremment ? En présence d'un phénomène dont les chiffres laissent à penser qu'il est structurel, et compte tenu de sa responsabilité dans la crise sociale actuelle, il y a tout lieu d'affirmer la distinction entre droit de propriété et droit d'usage. Il appartient à l'État de retirer une part de liberté aux possédants afin d'en redonner à celles et ceux que le système juge aujourd'hui moins solvables. Face à « l'innovation technologique » des plates-formes comme Airbnb, il appartient aux politiques publiques de se montrer tout aussi novatrices au service d'un « droit à la ville » réinventé.

834 mots

Johanna Dagorn, sociologue ; **Matthieu Rouveyre**, juriste.

LE MONDE du 10 janvier 2020

2. Texto en inglés, oposición de 2019

Futurology

Navigating the rapids

It is worth reading crazy-sounding scenarios about the future – including our own

Predicting the future is hard. But preparing for its uncertainties, while you lie on the beach, can at least be entertaining. It can also broaden the mind and subtly change your understanding of the present. Rather than the Great American Novel or a tall stack of chick-lit bonkbusters, we propose a different sort of summer reading. Speculating about the future, even if it is far-fetched, can help people and institutions cope with what comes next. For the best material, here are three places to look.

The first is scenario planning. This originated in the armed forces during the second world war and was pioneered in industry by Royal Dutch Shell, enabling it to react more quickly and effectively than rival oil firms to the oil shock of 1973. The central idea was to avoid betting everything on a single forecast and instead to test future projects and plans against a set of plausible scenarios. Mapping out several futures, deciding how to respond to them and identifying the early signs that they might be coming about has been widely adopted by multinational firms, particularly after the terrorist attacks of September 11th 2001. In that spirit, we publish our own annual set of speculative scenarios, "The World If", in this week's edition. What if America leaves NATO, or antibiotics stop working, or Facebook switches itself off in Europe? These things may never happen, but it is mind-stretching to think about what you should do if they did.

Science fiction, a second realm of speculation, is perhaps a more familiar beach read. It is wrong to see sci-fi as chiefly predictive, however. Its contemplation of the future is often a commentary on the present: many sci-fi authors take current concerns, from robots to climate chaos to gender politics, to the logical extremes and consider their implications. As a result, sci-fi can play a useful role as a forward-scanning radar for technological, social and political trends. But sci-fi does directly shape the future in one concrete way: the tech industry is full of people trying to make it come true. Amazon's Alexa voice-assistant is the talking computer from "Star Trek"; SpaceX lands its rockets on drone ships whose names are borrowed from Iain M. Banks's "Culture" novels; an entire industry is trying to bring to life the virtual world of Neal Stephenson's "Snow Crash". Beyond these familiar tropes, Chinese sci-fi and Afrofuturism offer refreshingly different perspectives and possibilities.

The last speculative category is corporate anthropology and trendspotting. Many large companies employ roving anthropologists to seek out "edge cases": examples of emerging technologies and behaviour that have yet to become widely adopted, but have the potential to go global. As the sci-fi novelist William Gibson once put it, "the future is already here—it's just unevenly distributed." Two decades ago, Japanese schoolgirls led the way with modern smartphones, capable of taking

pictures and downloading apps; we are all Japanese schoolgirls now. What's next: the death of cash? Clothes made of mushrooms? Artificial meat? Trendspotters often get it wrong. But it is worth paying attention to what they think might be coming, just in case they are right.

The rewards of speculation

Pierre Wack, one of the gurus of scenario planning at Shell, once likened dealing with the future to shooting the rapids in a boat. You know the general direction of travel, but not the exact path, and the trick is to be able to respond quickly. Reading about possible futures can shift your perception of the present and help you understand what might be around the corner. It can also be fun. So why not give it a try, starting with the speculative scenarios in this issue: who knows what might happen?

634 words

Leaders. *The Economist*, 6 July 2019

3. Texto en francés (Diplotaxis)

Le Brexit, une chance pour le français

L'anecdote prêterait à rire si elle n'était triste à pleurer. « Quand, à Bruxelles ou à Strasbourg, le commissaire français Pierre Moscovici s'adresse à des interlocuteurs francophones, il leur parle... en anglais ». Bruno Fuchs connaît le sujet : ce député LREM du Haut-Rhin est le président de la section française de l'assemblée parlementaire de la francophonie, pour laquelle il boucle un rapport sur le sujet qu'il présentera le 21 mars. Car c'est ainsi : qu'ils soient politiques ou fonctionnaires, un grand nombre de nos compatriotes veulent à tout prix montrer qu'ils maîtrisent la langue des élites mondialisées. Faut-il s'étonner, dès lors, de la dégringolade de notre idiome national en Europe ? Le nombre de documents rédigés en français par la Commission, qui s'élevait à 35 % en 1999, est tombé à... 3,7 % en 2016, selon les chiffres officiels.

Le Brexit va-t-il changer la donne ? Beaucoup y croient. Après le 29 mars, qui devrait marquer le lancement officiel du divorce du Royaume-Uni d'avec l'Union européenne, seules l'Irlande et Malte auront encore l'anglais pour langue officielle. « Il serait tout de même paradoxal de voir 450 millions d'Européens choisir pour communiquer un idiome parlé par seulement 5 millions d'entre eux », résume Fuchs. Les partisans du français y croient d'autant plus que, malgré son récent recul, notre langue reste en position de force : 80 % des fonctionnaires européens sont francophones ! De surcroît, cette évolution serait dans l'intérêt de l'Union : « Une Europe qui parle anglais n'est qu'un marché. Une Europe multilingue respecte ce qu'elle est : une mosaïque de cultures, reprend le parlementaire. Elle ne peut pas prétendre être puissante si elle adopte la langue de son principal rival, les États-Unis. »

Tout ne sera pas simple pour autant, le député ne se fait aucune illusion sur ce point. Aussi s'est-il fixé un but pragmatique : non pas chasser l'anglais du jour au lendemain, mais instaurer un trilinguisme anglais-allemand-français, en commençant par exiger qu'au moins 30% des textes soient produits dans chacune de ces langues.

Cet objectif vous paraît modeste ? Il est pourtant loin de faire l'unanimité. Les Italiens, comme beaucoup d'autres, ne voient pas l'intérêt de s'associer à une orientation qui ne prend pas en compte leur idiome national. Les Allemands, soucieux de ne pas nuire à leurs exportations, sont tout aussi réservés, de même que les Scandinaves, dont l'anglais est la seconde langue de fait. Mais les plus fortes résistances viendront de l'Est. Pour les anciens pays communistes, l'adhésion à l'Union européenne a été une façon de se mettre sous le parapluie militaire américain, via l'OTAN. De leur point de vue, l'anglais n'est pas un problème, mais un gage de sécurité.

Les partisans sincères du multilinguisme tordent également le nez. Eux proposent de privilégier non pas trois, mais six, voire toutes les langues des 27. Bruno Fuchs ne voit pas les choses ainsi. « Dans un premier temps, l'essentiel est de mettre fin à l'avancée de l'anglais. Pour cela, il faut privilégier l'efficacité avec seulement trois langues. Dans un deuxième temps, on pourra aller plus loin, notamment grâce aux formidables progrès des logiciels de traduction. »

Pour ne rien arranger, on trouve même certains Français pour contrecarrer ce plan de reconquête. Exemple avec cette réponse du député européen Brice Hortefeux (Les Républicains) à l'un des électeurs de sa circonscription : « La communication en anglais entre les députés et le personnel au Parlement européen est souvent le seul moyen de communication commun, direct et rapide, écrit l'ancien ministre de l'Intérieur. De ce point de vue, l'anglais ne peut être proscrit sous prétexte que le Royaume-Uni ne sera plus membre de l'Union européenne à partir de mars 2019 ». Et c'est un héritier du parti gaulliste qui l'affirme...

Dans ce combat, le chef de l'État a évidemment un rôle crucial à jouer. Hélas, beaucoup doutent qu'Emmanuel Macron soit décidé à mener cette bataille, tant l'homme recourt aux anglicismes plus souvent qu'à son tour. « Charles de Gaulle ou François Mitterrand avaient une conscience aiguë du rôle politique de la langue, de ce qu'elle symbolise, mais aussi des rapports de force qu'elle sous-tend. Emmanuel Macron habite une autre planète... », analyse, sceptique, l'écrivain Benoit Duteurtre.

Cette ambition serait pourtant d'autant plus légitime qu'il ne s'agit pas de passer du tout-anglais au tout-français, ce qui, au fond, reviendrait à échanger un hégémonisme contre un autre. Non : il s'agit au contraire de favoriser le multilinguisme, la seule orientation conforme à l'aphorisme du regretté écrivain italien Umberto Eco : « La langue de l'Europe, c'est la traduction ».

785 mots

Avec le Brexit, l'Union européenne va-t-elle redécouvrir le français ?

Par **Michel FELTIN-PALAS**, in L'EXPRESS du 12/03/2019

Ejemplo de resumen:

Le retrait du Royaume-Uni de l'UE implique un changement linguistique majeur : parmi les 450 millions de citoyens européens, seule une exigüe minorité de 5 millions d'anglophones devrait continuer d'utiliser de cette langue, en Irlande et à Malte.

À ce jour, la langue de Shakespeare demeure le vecteur principal de communication, ce qui s'est traduit par une baisse considérable de l'édition de documents officiels en d'autres langues.

Un rapport français sur la question doit se voir publié d'ici peu. Ledit rapport considère que le dit « Brexit » pourrait constituer une chance pour l'Union ; en effet, si une Europe anglophone a des relents mercantilistes dans un contexte de domination américaine, une zone multilingue évoquerait quant à elle la floraison culturelle propre au Vieux continent.

Sachant que 80% des fonctionnaires y parlent français, le rapporteur Fuchs opte pourtant pour le pragmatisme. Ainsi propose-t-il une sorte de discrimination positive au profit de trois langues : l'anglais, l'allemand et le français, que l'on privilégierait de la sorte dans les traductions publiques.

Toutefois, cet objectif se heurte primo à la passivité de certains (Allemagne, Scandinavie), secundo au scepticisme d'autres pays (Italie), et tertio à l'hostilité de nations d'Europe centrale voulant continuer de bénéficier du bouclier nucléaire américain.

De surcroît, il n'est pas jusqu'à certains Français, tels MM. Moscovici ou Hortefeux, qui ne se joignent au concert anglophile. Au demeurant, si d'anciens Présidents français étaient fort conscients de l'importance et du rayonnement de la langue de Molière, il semblerait bel et bien que tel ne soit plus le cas.

D'autres jugent à leur tour que c'est plutôt le multilinguisme qu'il faudrait promouvoir, d'aucuns allant même, tout à leur souci intégrateur, jusqu'à inclure toutes les langues de l'Union.

Aussi faudrait-il pour l'auteur cesser de faciliter la surpuissance de l'anglais au profit d'un multilinguisme favorisant le respect des diverses identités culturelles composant l'UE.

[307 mots sur 785]

[Véase también un ejemplo de **Corrección**]

4. Texto en inglés (Diplotaxis)

The World's First Ambassador to the Tech Industry

COPENHAGEN — Casper Klynge, a career diplomat from Denmark, has worked in some of the world's most turbulent places. He once spent 18 months embroiled in reconstruction efforts in Afghanistan. For two years, he led a crisis management mission in Kosovo.

Yet Mr. Klynge, 46, says his toughest foreign posting may be the one he has now: as the world's first foreign ambassador to the technology industry. In 2017, Denmark became the first nation to formally create a diplomatic post to represent its interests before companies such as Facebook and Google. After Denmark determined that tech behemoths now have as much power as many governments — if not more — Mr. Klynge was sent to Silicon Valley. "What has the biggest impact on daily society? A country in southern Europe, or in Southeast Asia, or Latin America, or would it be the big technology platforms?" Mr. Klynge said in an interview last month at a cafe in central Copenhagen during an annual meeting of Denmark's diplomatic corps. "Our values, our institutions, democracy, human rights, in my view, are being challenged right now because of the emergence of new technologies."

He added, "These companies have moved from being companies with commercial interests to actually becoming de facto foreign policy actors." But after two years in the job, Mr. Klynge is under no illusions of where Denmark's concerns figure in the minds of Silicon Valley executives. Denmark's population of 5.8 million is smaller than that of the San Francisco Bay Area. Fewer than 0.3 percent of Facebook's 2.4 billion global users live in the Scandinavian country. Silicon Valley companies and their leaders have given Mr. Klynge a mixed reception. He has never met with Mark Zuckerberg of Facebook or Sundar Pichai of Google or Timothy D. Cook of Apple. Danish officials said it was like dealing with an opaque new world superpower. "We've been too naïve for too long about the tech revolution," said Jeppe Kofod, Denmark's minister for foreign affairs.

So Mr. Klynge's position is part of an effort "to make sure that democratic governments set the boundaries for the tech industry and not the other way around," Mr. Kofod said. Denmark is emblematic of the many small countries that are grappling with technology's effects on their societies and are frustrated by an inability to meet with, let alone influence, the companies causing that disruption. Danish officials have been particularly concerned by how technological change is causing challenges that have afflicted other Western democracies: the spread of false and politically divisive content on social media, questions about privacy and data-hungry services, cybersecurity and the low taxes the companies pay outside the United States.

Andrew Cooper, a political-science professor at the University of Waterloo who studies diplomacy, said smaller countries had long needed novel ways to get attention from nations with more power.

The Maldives, for instance, has hosted underwater cabinet meetings to raise awareness about climate change, while Sweden created an embassy in the virtual-world video game Second Life. What's surprising, Mr. Cooper said, is the extent to which Denmark is applying the strategy to private companies. "Denmark has to play a different game," he said.

But the obstacles Mr. Klynge has faced in Silicon Valley have been humbling. He said it had taken nine months to sit down with a senior executive at one of the biggest tech companies, which he declined to name. He arrived expecting a frank conversation on issues agreed on beforehand, including taxes, cybersecurity and internet misinformation — only to be offered a headquarters tour, he said. When the executive arrived later, he began a brief rant against European regulations of the tech industry, before saying he did not have time for the meeting, Mr. Klynge said. Then the executive left.

As Mr. Klynge was exiting the building, the executive called his mobile phone to ask him to wait. Mr. Klynge thought there had been a change of heart. Not so.

"When I got back to the conference room he gave me a goody bag with a T-shirt and cap of the particular company," he said. He said Danish officials "laughed about this incident a lot afterward, but it says a lot about the mind-set of some of the companies in Silicon Valley." Some tech companies said they were beginning to better understand Mr. Klynge's job.

Brad Smith, president of Microsoft, said he spoke regularly with Mr. Klynge, whose appointment he said gave Denmark "outsized influence." "If I want to compare notes on technology issues, he's one of the best-informed people possible," Mr. Smith said.

Peter Munster, a spokesman for Facebook, said, "It did take a few meetings before we understood the scope and intentions embedded in Klynge's role." Now, he added, "we have a good and constructive dialogue with the Danish tech ambassador, who speaks frankly, expressing both criticism and positive feedback."

Google and Apple declined to comment, while Amazon did not respond to requests for comment. Mr. Klynge said Denmark should not be overlooked. As a European Union member, it can influence regulations on privacy, competition, content moderation, taxes and misinformation. (He said he often had to clarify to tech executives that he worked separately from one of Denmark's better-known officials, Margrethe Vestager, the European Union's top antitrust enforcer, who has levied billions of dollars in fines against the tech industry.)

Denmark has faced some criticism for putting corporations on the same level as sovereign governments, but other countries are also dedicating diplomatic resources to the tech industry. France created an ambassador for digital affairs, and Australia, Britain and Germany, among others, have added tech-centric postings, often to help facilitate trade and investment. But Denmark said it was still the only country with a dedicated tech ambassador posted overseas.

Priya Guha, Britain's former consul general in San Francisco, said that even as societal challenges grew as a result of giant tech platforms, economic ties were a top priority for diplomats sent to be liaisons with the industry.

"Diplomacy has shifted. We aren't in the 1900s anymore; we're not in a world where it's all about bilateral relationship with other countries," said Ms. Guha, now a partner at Merian Ventures, a venture capital firm. "Countries need to adapt their view of diplomacy to counter that. The companies will have significant influence on the world, and you can either step back and watch that happen or you can work with that."

About 55 people in Denmark applied for Mr. Klynge's job when it was created. He now has a team of about 11, with seven in California, three in Denmark and one in China. His office is in Palo Alto, Calif., not far from the headquarters of many tech companies.

Mr. Klynge maintains some Danish traditions, like cycling to work every morning. But other aspects of living in California remain a shock.

"Despite probably being one of the places with the highest density of millionaires, every single day I meet homeless people on the streets," he said. He added that there was no way he could afford to live in Silicon Valley, where fixer-uppers regularly cost more than \$1 million, if housing was not provided by the Danish government.

Mr. Klynge said he had approached the tech companies as if they were countries, building relationships and networks. In lieu of often frustrating attempts to meet with senior officials, he spends time with lower-ranking workers, former employees, people from smaller competing companies, civil society groups and government officials. His team sends intelligence cables to government leaders on what is going on within the companies, as well as reports on issues like cybersecurity, the growing use of health data and autonomous vehicles. Danish officials can then use those to inform policymaking.

Mr. Klynge said he traveled to other tech hubs about half the year, visiting China, India and countries in Europe. He said he was surprised that Chinese companies were more open to discussing political issues than those in the United States.

He counts some successes. Last year, when a Danish citizen was killed by an Islamic terrorist while traveling in Morocco, Mr. Klynge quickly spoke with representatives from Facebook and Google to get them to remove the video of the grisly attack.

"Diplomacy is by nature a long-term business where you don't necessarily see goals being fulfilled from one day to the next," he said.

1,384 words

Adam Satariano, [NY Times](#) (paywall), Sept. 3, 2019

Ejemplo de resumen:

The World's First Ambassador to the Tech Industry

This article describes Denmark's unusual and innovative decision to appoint a formal ambassador to the technology industry

In 2017 Danish career diplomat Caspar Klynge became the world's first ambassador to the tech industry. Denmark recognises that these companies have power on a par with states and thus challenge democratic institutions. Their commercial interests gives them effective power in foreign policy.

Denmark's population of 5.8m is less than the San Francisco Bay Area and the country has less than 0.3% of Facebook's users. Klynge has never met the CEOs of Facebook, Google and Apple, and officials complain of the opaqueness of this world.

The intention is to ensure that the boundaries are set by democratic governments, not by the tech industry, Denmark being a small country that is frustrated by its inability to deal with the challenge posed by fake news, privacy concerns, cybersecurity and low tax revenue.

Klynge is not finding it easy. It took nine months for him to meet a senior executive of one company and instead of frank conversations about these matters he was offered a headquarters tour. He finally met the executive, who ranted about European regulation and said he had no time for a meeting. As Klynge was leaving, the executive called him back – not to hold the discussion but just to give him a corporate goody bag.

Some companies do understand his job. Microsoft president Brad Smith speaks regularly with him and respects his knowledge of technology. Facebook took time to understand what he was doing but now they have constructive dialogue.

The tech companies did not comment but he says that despite being small Denmark can influence EU policy. However, he has to point out that he is independent of his compatriot Margrethe Vestager, the competition commissioner who has fined the tech industry severely.

Denmark has been criticised for this approach to companies. Some other countries, Australia, Britain and Germany for example, have similar policies but only Denmark has a dedicated ambassador.

Priya Guha, a former British consul general in San Francisco and now a partner in a venture capital firm, pointed out the need for economic ties in diplomacy rather than bilateral relations between countries, especially as such companies wield increasing influence.

There were 55 applicants for Klynge's job and his 11-strong team is based in Silicon Valley. He cycles to work and experiences culture shock at seeing homeless people in a society with so many millionaires. Were it not for his official residence, he could not possibly afford to live there.

He approaches his job as if the companies were countries, establishing contact networks with employees at all levels, civil society and government officials and reporting to his home government on issues that may affect policymaking.

He spends half his time travelling and finds Chinese companies more receptive to political discussions than American ones.

He successfully persuaded Facebook and Google to take down a video of the killing of a Danish citizen by Islamist terrorists in Morocco, but recognises that diplomacy must work for long-term results.

505 words

[Véase también un ejemplo de **Corrección**]